

**Olivier
Roy**

***La fin de
l'illusion
politique***

Partons du présent : quelles sont les configurations dominantes du rapport entre religion et politique aujourd'hui ? J'en vois quatre : la religion comme marqueur identitaire (Irlande du nord), le sécularisme politique (communisme, laïcité à la française), l'idéal théocratique (Etat islamique), l'exigence de reconnaissance des valeurs religieuses dans l'espace public (Tea Party, Vatican).

1) La religion comme marqueur identitaire, indépendamment de toute considération quant à la foi et la pratique : c'est le cas du conflit entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, mais aussi largement entre Serbes et Bosniaques en Bosnie Herzégovine, voire entre maronites, sunnites, chiites et grecs orthodoxes au Liban. Dans tous ces cas-là l'identité religieuse est transmise et n'a rien à voir avec la foi ou la pratique personnelle, même si celle-ci peut s'y ajouter. On est maronite ou orthodoxe avant d'être chrétien, -sunnite ou chiite avant d'être musulman. C'est ainsi que le Palestinien révolutionnaire et marxiste Georges Habbache fut enterré solennellement dans l'Eglise de sa communauté grecque-orthodoxe. C'est également à ce type d'appartenance quasiment ethnique que font référence les populistes européens quand ils prétendent défendre l'identité chrétienne de l'Europe : c'est plutôt sous la forme saucisson-pinard que sous celle de l'eucharistie. Et si les Eglises de la Russie à la Pologne et l'Italie défendent aussi cette relation identitaire, elles finissent par le payer en termes de désaffection de la pratique : les « identitaires » ne vont qu'aux messes d'enterrement.

La religion comme identité est donc un marqueur quasi ethnique, qui n'a guère à voir avec la religion comme système de croyances, de valeurs et de normes. Je m'en tiens ici aux « grandes religions », qui posent explicitement la référence à un ordre normatif divin, où la volonté d'un Dieu doit être interprétée et appliquée par les hommes. Cela laisse de côté d'autres grandes religions, moins normatives, parce non fondées sur un Dieu personnel (l'hindouisme par exemple), mais qui peuvent aussi parfaitement fonctionner comme marqueur identitaire, voire être reconstruite comme religion normative fondée sur la foi (comme peut l'être l'hindouisme dans un contexte de « déracinement » : la première élue hindouiste à la Chambre des représentants aux Etats-Unis a annoncé qu'elle prêterait serment sur le Bhagavad-Gita, le transformant ainsi en Bible ou en Coran).

Pris en ce sens la religion a autant d'avenir que n'importe quelle construction identitaire d'un groupe autour de marqueurs plus ou moins hétéroclites (langue, histoire commune, culture etc.). Mais au détriment de la foi.

Plus intéressante est la question de l'avenir politique de la religion comme religion, c'est-à-dire comme croyances et pratiques d'une communauté de foi.

2) Le « sécularisme politique », dont la forme la plus extrême fut l'athéisme révolutionnaire en voie de disparition (Albanie, Corée du Nord), est plutôt représenté aujourd'hui par la

laïcité à la française : il se traduit non seulement par la séparation de l'Eglise et de l'Etat (c'est la forme juridique de la laïcité) mais de plus en plus par l'expulsion, ou la volonté d'expulsion de la religion de la sphère publique et son confinement au privé. Mais quand on voit les tensions que cela crée et la lourdeur de l'appareil législatif ou administratif pour le gérer, on s'aperçoit à quel point le religieux que l'on chasse par la grande porte revient par la fenêtre. La religion est l'impensé de la laïcité, car elle est son obsession ; du curé à la femme en burqa la laïcité a besoin d'un ennemi. La laïcité bute aussi de plus en plus sur les nouvelles formes d'expression du religieux et sur la définition de la liberté religieuse comme droit de l'homme. Mais elle contribue à contraindre le religieux à s'exprimer avant tout comme foi et non comme culture ou idéologie. En ce sens la laïcité est l'avenir de la religion.

3) L'idéal théocratique c'est-à-dire la soumission du politique à la norme religieuse (sharia) : sous des formes différentes. C'est un système intenable car le paradoxe des théocraties est que c'est forcément le politique qui dit la vérité religieuse (à moins bien sûr que Dieu ne se décide à parler lui-même directement, mais les occurrences historiques sont controversées). C'est le paradoxe de l'islamisme : si la charia doit être la loi de l'Etat, qui concrètement peut dire ce que dit la charia ? Soit c'est le « savant religieux », mais alors il doit être indépendant de l'Etat, car sinon ce n'est pas le savoir religieux qui définit le politique mais le politique qui définit le savoir religieux, - et il faut faire alors une Constitution avec un seul article abolissant l'autonomie du politique, ce qui est bien sûr insupportable pour tout Etat. Soit c'est l'Etat qui fixe la place du religieux (ce qui est le cas de TOUTES les pseudo théocraties islamiques, à commencer par l'Iran), et alors il n'y a pas de théocratie. Tout Etat est séculier. La théocratie est une aporie qui ne produit que des systèmes instables et autoritaires. Ce que les Islamistes sont en train de découvrir : accepter la démocratie c'est transformer la norme religieuse en un système de valeurs qui ne suppose plus la foi et soit soumis à l'examen.

4) Le système aujourd'hui dominant, où la séparation est entérinée, où les communautés de foi s'auto-administrent (comme l'Eglise catholique) dans le cadre de la liberté religieuse (qui est gérée par le politique), mais où la communauté de foi demande la prise en compte de la norme religieuse par le politique, sans remettre en cause l'autonomie du politique. C'est cette relation qui va dominer car la sécularisation se décline sous trois niveaux :

- la sécularisation du politique (c'est-à-dire l'autonomisation de la gestion du pouvoir par rapport à la religion), qu'elle soit *de jure* ou *de facto*,
- la sécularisation de fait de la société, c'est-à-dire la chute de la pratique religieuse
- et surtout la sécularisation de la culture. Ceci entraîne l'objectivation et l'autonomisation croissante de communautés de foi qui se construisent à côté voire en opposition à des sociétés dont la culture leur paraît désormais païenne. Ce qui explique la montée des salafistes dans le monde musulman : c'est un aveu d'une sécularisation culturelle qu'ils n'arrivent pas à maîtriser.

La sécularisation produit du fondamentalisme parce qu'elle force le religieux à se définir de manière explicite comme système de normes en rupture avec la culture dominante. Il n'y a plus de consensus ni de continuité culturelle : l'exemple des normes et valeurs liées à la sexualité en Occident est un cas d'école : il y a soixante-dix ans les valeurs étaient communes (mariage, famille, filiation, homosexualité) aujourd'hui elles sont

antagoniques. L'appel de l'Église à l'anthropologie contre le mariage homosexuel est une manière de dénier le fossé croissant entre culture profane et normes religieuses.

C'est donc dans une position d'extériorité que le religieux se trouve de plus en plus, extériorisation masquée par la référence identitaire, que l'on prend souvent à tort pour une demande d'imposition de la norme religieuse (c'est le cas pour le débat sur la charia). L'avenir proche c'est bien l'extension d'une sécularisation, qui pousse le religieux à se définir sous des formes fondamentalistes, mais laisse ouverte la question de la reconnexion du religieux avec la culture dominante, ce qui est le vrai défi pour le religieux, une fois qu'il sera sorti de l'illusion politique.